

1
- 747 / 1 - 88 / 89

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1988-1989

10 AVRIL 1989

PROPOSITION DE LOI

**relative à la limitation et au contrôle
des dépenses électorales ainsi qu'au
financement et à la comptabilité
ouverte des partis politiques**

(Déposée par MM. Dhoore, Eerdeken
s, Vandenbroucke, L. Michel, Ph. Charlier,
Gabriëls et Clerfayt)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

I. — CONSIDERATIONS GENERALES

La présente proposition de loi, déposée par des députés appartenant à différents groupes politiques, contient une série de mesures devant permettre le contrôle de la comptabilité des partis politiques ainsi que la limitation et le contrôle de leurs dépenses électorales et de leur financement.

- 747 / 1 - 88 / 89

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1988-1989

10 APRIL 1989

WETSVOORSTEL

**betreffende de beperking en de
controle van de verkiezingsuitgaven,
de financiering en de open boek-
houding van de politieke partijen**

(Ingediend door de heren Dhoore,
Eerdeken s, Vandenbroucke, L. Michel,
Ph. Charlier, Gabriëls en Clerfayt)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

I. — ALGEMENE BESCHOUWINGEN

Onderhavig wetsvoorstel, ingediend door volksvertegenwoordigers van verschillende fracties, voorziet maatregelen tot controle van de boekhouding van politieke partijen, de beperking van en de controle op de verkiezingsuitgaven en de financiering van de politieke partijen.

Elle succède à plusieurs propositions de loi, déposées tant à la Chambre qu'au Sénat, qui avaient en partie le même objet ⁽¹⁾.

Les parlementaires n'ont cependant pas été les seuls à ressentir la nécessité d'élaborer une réglementation en la matière. Une préoccupation analogue a également été exprimée dans un certain nombre de déclarations gouvernementales. C'est ainsi que le chapitre IV de la déclaration gouvernementale du 12 juin 1974, consacré aux problèmes institutionnels, stipulait en son point e) : « Des réformes seront également apportées pour éliminer l'influence de l'argent dans les campagnes électorales ».

Le chapitre IV du Titre I^{er} de l'accord de gouvernement du 1^{er} avril 1979, qui traitait d'une amélioration de la gestion politique, spécifiait quant à lui en son point 61, c), qu'il fallait être attentif aux problèmes de « la limitation ainsi que (du) contrôle des dépenses électorales », et précisait que « cette limitation doit aller de pair avec un système de financement par les pouvoirs publics ». L'accord de gouvernement du 10 mai 1988 prévoit lui aussi que « le Gouvernement élaborera un projet de loi relatif au financement des partis politiques. Les dépenses électorales des partis politiques et des candidats seront également limitées par cette loi » (point D. 4 – Renforcement de la démocratie politique).

La propagande électorale engloutit en Belgique des sommes considérables. Nombre de candidats et de partis politiques ne se bornent pas à faire connaître leur programme aux électeurs, ce qui devrait pourtant être l'objectif premier d'une campagne électorale. Une propagande fortement axée sur la personne requiert d'énormes moyens financiers.

(1) A la Chambre des Représentants, notamment :

– la proposition de loi de M. F. Persoons tendant à contrôler et à limiter les dépenses électorales (Doc. n° 100/1 et 2, S.E. 1968; Doc. n° 283/1, 1974-1975), reprise par M. G. Clerfayt (Doc. n° 19/1, S.E. 1977);

– la proposition de loi de Mme Boniface-Delobe tendant à contrôler et à limiter les dépenses électorales (Doc. n° 799/1, 1983-1984);

– la proposition de loi de M. P. Van Grembergen portant des mesures relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales (Doc. n° 722/1, 1980-1981; Doc. n° 61/1, 1981-1982).

Au Sénat :

– la proposition de loi de M. J. Goffart tendant à contrôler et à limiter les dépenses électorales (Doc. n° 228/1, 1971-1972; Doc. n° 829/1, 1975-1976);

– la proposition de M. De Facq tendant à instituer une Commission d'enquête du Sénat chargée d'examiner la provenance et l'affectation des fonds engagés dans la campagne en vue des élections communales du 10 octobre 1976 (Doc. n° 944/1, 1975-1976);

– la proposition de loi de M. Neuray tendant à contrôler et à limiter les dépenses électorales (Doc. 634/1, 1980-1981);

– la proposition de loi de M. Lagasse tendant à contrôler et à limiter les dépenses électorales (Doc. n° 43/1, 1981-1982).

In het verleden werden verscheidene wetsvoorstellen ingediend in de Kamer en de Senaat die gedeeltelijk hetzelfde onderwerp hadden. ⁽¹⁾

Niet alleen parlementsleden voelden de nood aan om een regeling voor deze materie uit te werken. Ook in sommige regeringsverklaringen werd dezelfde zorg geuit. Hoofdstuk IV van de regeringsverklaring van 12 juni 1974 handelde over de institutionele problemen en punt e) bepaalde dat « er eveneens hervormingen zullen worden aangebracht om de invloed van het geld in de kiescampagnes uit te schakelen ».

In hoofdstuk IV van Titel I van het regeerakkoord van 5 april 1979 werd gehandeld over een beter politiek beheer. Punt 61 c) bepaalde dat de aandacht moet gaan naar « de beperking en de controle van de uitgaven voor verkiezingscampagnes. Deze beperking moet gepaard gaan met een systeem van financiering door de overheid ». Ook het regeerakkoord van 10 mei 1988 voorziet in een regeling « met betrekking tot de financiering van de politieke partijen, waarbij tevens de verkiezingsuitgaven van de politieke partijen en de kandidaten worden beperkt » (punt D.4 – Versterking politieke democratie).

In België worden belangrijke sommen besteed aan verkiezingspropaganda. Vele kandidaten en ook de politieke partijen beperken er zich niet toe hun programma aan het kiezerspubliek kenbaar te maken, hetgeen de essentiële bedoeling van een verkiezingsvoorbereiding zou dienen te zijn. Een sterk persoonsgerichte propaganda slorpt enorme financiële middelen op.

(1) In de Kamer van Volksvertegenwoordigers onder meer :

– het wetsvoorstel van de heer F. Persoons tot invoering van het toezicht op en de beperking van de verkiezingsuitgaven (Parl. St., Kamer, BZ 1968, n° 100/1 en 2; Parl. St., Kamer, Z 1974-75 n° 283/1) dat hernomen werd door de heer G. Clerfayt (Parl. St., Kamer, BZ 1977, n° 19/1);

– het wetsvoorstel van mevrouw M. Boniface-Delobe tot beheersing en beperking van de verkiezingsuitgaven (Parl. St., Kamer, Z. 1983-84, n° 799/1);

– het wetsvoorstel van de heer P. Van Grembergen houdende maatregelen tot beperking van en de controle op de verkiezingsuitgaven (Parl. St., Kamer, Z. 1980-81, n° 722/1; Parl. St., Kamer, Z. 1981-82, n° 61/1).

In de Senaat :

– het wetsvoorstel van de heer J. Goffart houdende controle op en de beperking van verkiezingsuitgaven (Parl. St., Senaat, Z. 1971-72, n° 228; Parl. St., Senaat, Z. 1975-76, n° 829/1);

– het voorstel van de heer De Facq tot instelling van een Senaatscommissie voor onderzoek naar de herkomst en het gebruik van geldmiddelen aangewend in de verkiezingscampagne voor de gemeenteraadsverkiezingen van 10 oktober 1976 (Parl. St., Senaat, Z. 1975-76, n° 944/1);

– het wetsvoorstel van de heer Neuray strekkende om de uitgaven voor de verkiezingen te controleren en te beperken (Parl. St., Senaat, Z. 1980-81, n° 634);

– het wetsvoorstel van de heer Lagasse strekkende om de uitgaven voor de verkiezingen te controleren en te beperken (Parl. St., Senaat, Z. 1981-82, n° 43).

Deux questions au moins s'imposent :

1) Où les partis et les candidats vont-ils chercher cet argent ?

Il est largement fait appel à des bailleurs de fonds, sous la forme de contributions volontaires et limitées de sympathisants, mais aussi d'un soutien financier octroyé par des commanditaires qui, en alimentant des fonds électoraux, souhaitent entrer dans les bonnes grâces d'hommes politiques, éventuellement dans l'espoir d'être un jour payés de retour. Les mandataires politiques devant être au-dessus de tout soupçon, il est indispensable d'organiser légalement ce système de parrainage.

2) Est-il juste que des candidats du même parti ou de partis différents puissent disposer de moyens financiers totalement différents ?

Il conviendrait de mettre un terme à ce type de discrimination dans l'intérêt de notre système électoral démocratique. Les personnes disposant d'un capital important ne devraient pas pouvoir tirer parti de cette situation pour acquérir, grâce à une campagne démesurée, une notoriété à laquelle les qualités personnelles ou le contenu du programme sont somme toute étrangers.

Certains pays ont réglementé le problème du financement des partis politiques et de leurs campagnes électorales. Parmi ceux-ci, citons notamment l'Angleterre, le Canada, les Etats-Unis, la Suède, la Norvège et la République fédérale d'Allemagne. Aucun d'entre eux n'a sans doute développé un système idéal. La solution à ce problème dépend pour beaucoup de la mentalité et de la coopération des candidats et des partis.

A l'instar de propositions de loi antérieures, la présente proposition s'inspire, dans une certaine mesure, des systèmes existant à l'étranger. Elle a pour objet de limiter les dépenses électorales à un niveau raisonnable et d'instaurer un contrôle efficace en la matière.

Le présent texte prévoit en outre d'octroyer une dotation annuelle aux partis politiques afin de garantir leur indépendance. Non seulement les recettes et dépenses de l'institution qui perçoit ces fonds, mais aussi toutes les recettes et dépenses d'un parti politique feront l'objet d'un rapport financier.

Il est en effet de plus en plus évident que nombre de citoyens nourrissent une méfiance grandissante à l'égard de « l'entreprise politique » en général. Cette évolution est inquiétante car l'aversion que la population éprouve à l'égard des institutions démocratiques et de ceux qui les incarnent mine en effet la démocratie elle-même.

Le fonctionnement des partis politiques doit être transparent et ouvert, compte tenu du rôle qu'ils jouent dans notre régime démocratique. L'établissement d'un rapport financier constituerait la meilleure garantie de cette transparence. Celui-ci informerait tout un chacun de façon précise sur l'aide dont peuvent bénéficier les partis politiques, sur les conditions dans lesquelles cette aide peut être accordée, ainsi que sur

Er dringen zich daarbij minstens twee vragen op :

1) Waar halen partijen en kandidaten dit geld ?

Er wordt in sterke mate beroep gedaan op geldschietters : beperkte vrijwillige bijdragen van sympathisanten maar ook financiële steun van sponsors die door het spijzen van verkiezingsfondsen in de gunst van politici wensen te komen met de eventuele bedoeling later op een wederdienst te kunnen rekenen.

Politieke mandatarissen moeten boven alle verdenking staan en het is derhalve noodzakelijk dergelijke sponsorsystemen wettelijk te regelen.

2) Is het billijk dat kandidaten van dezelfde of van onderscheiden partijen over totaal verschillende financiële middelen kunnen beschikken ?

In het belang van een democratisch verkiezingsstelsel zou een dergelijke discriminatie moeten uitgeschakeld worden. Kapitaalkrachtige personen zouden uit deze situatie geen voordeel mogen putten om door een enorme campagne bekendheid te verwerven die allicht niets met persoonlijke kwaliteiten of met de inhoud van het programma te maken heeft.

In een aantal landen werd het probleem van de financiering van politieke partijen en van hun verkiezingscampagnes wettelijk geregeld. Dit is ondermeer het geval voor Engeland, Canada, de USA, Zweden, Noorwegen en de Duitse Bondsrepubliek. Een ideaal systeem zal er nergens bestaan. Veel hangt af van de mentaliteit en de medewerking van de kandidaten en partijen.

Onderhavig wetsvoorstel is, zoals dit ook voor vroegere wetsvoorstellen het geval was, in enige mate geïnspireerd door de bestaande buitenlandse stelsels. Het is de bedoeling de verkiezingsuitgaven tot een redelijk bedrag te beperken en er over te waken dat daarop een efficiënte controle uitgeoefend wordt.

Daarnaast wordt aan de politieke partijen, om hun onafhankelijkheid te garanderen, een jaarlijkse dotatie toegekend. Niet alleen de inkomsten en de uitgaven van de instelling die deze gelden ontvangt maar al de inkomsten en uitgaven van een politieke partij zullen het voorwerp uitmaken van een financieel verslag.

Steeds nadrukkelijker stelt men immers vast dat er bij heel wat burgers een groeiend wantrouwen heerst tegenover het « politiek bedrijf » in het algemeen. Deze evolutie is onrustwekkend. Een afkeer van de bevolking ten aanzien van democratische instellingen en van hen die ze bevolken ondergraaft immers de democratie zelf.

Gezien de rol van de politieke partijen in ons democratisch bestel moet hun werking doorzichtig en open zijn. De beste garantie daartoe is een financieel verslag dat aan eenieder een nauwgezet antwoord geeft op de vraag enerzijds, hoeveel en onder welke voorwaarden de politieke partijen geldelijke en andere materiële steun mogen ontvangen en anderzijds, wat ze uitgeven. De onduidelijkheid en geslotenheid

les dépenses desdits partis. Le manque de clarté et d'ouverture qui caractérise à l'heure actuelle cette matière est sans aucun doute responsable du fossé qui se creuse entre le citoyen et la politique.

Si l'on veut créer un climat de confiance et d'ouverture, il est urgent d'instaurer la responsabilité financière et la transparence de la comptabilité des partis politiques.

La présente proposition vise également à établir la transparence et le contrôle sur le plan financier.

Ses trois parties, à savoir :

- la limitation et le contrôle des dépenses électorales
 - le financement des partis politiques
 - la comptabilité ouverte des partis politiques
- forment un tout, ce qui permet de mettre sur pied un système équilibré. La présente proposition de loi garantit l'indépendance des candidats et des partis politiques et permet un contrôle efficace des dépenses électorales et des recettes et des dépenses des partis politiques.

Ses auteurs espèrent qu'elle suscitera une discussion constructive et qu'elle permettra d'établir des normes légales dans un délai raisonnable.

Dans l'attente de son adoption au Parlement, la présente proposition a déjà recueilli l'adhésion de plusieurs formations politiques et plusieurs de ses dispositions seront appliquées volontairement dans la circonscription électorale flamande lors des élections européennes.

II. — COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Cet article définit un certain nombre de notions.

Il précise tout d'abord ce qu'il y a lieu d'entendre par « parti politique ».

Les éléments les plus importants sont :

- 1° une association de personnes physiques, dotée ou non de la personnalité juridique;
- 2° la participation aux élections prévues par la Constitution et par la loi;
- 3° l'influence de la volonté populaire dans les limites de la Constitution, de la loi, du décret et de l'ordonnance;
- 4° les trois points précédents supposent évidemment une certaine durée d'existence et de fonctionnement.

Cet article précise également ce qu'il y a lieu d'entendre par « recettes d'un parti politique ».

Ces recettes comprennent notamment :

- la dotation accordée en vertu du chapitre III de la présente loi;

die daarover vandaag heersen zijn ongetwijfeld elementen die bijdragen tot de groeiende kloof tussen burger en politiek.

Om een nieuw vertrouwen en een open en sereen klimaat te scheppen is de invoering van een financiële verantwoording en open boekhouding voor de politieke partijen een dringende noodzaak.

Onderhavig voorstel heeft tot doel ook een openheid en controle op financieel vlak tot stand te brengen.

De drie delen van het wetsontwerp namelijk :

- de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven
 - de financiering van de politieke partijen
 - de open boekhouding van de politieke partijen
- vormen een sluitend geheel waardoor een evenwichtige regeling tot stand komt. Dor het wetsvoorstel wordt de onafhankelijkheid van kandidaten en politieke partijen gegarandeerd en kan de controle op de uitgaven voor de verkiezingspropaganda en op de ontvangsten en uitgaven van de politieke partijen op een afdoende manier gebeuren.

De indieners van dit wetsvoorstel hopen dat het de basis mag zijn voor een open discussie en dat het binnen een redelijke termijn tot een wettelijke regeling mag leiden.

In afwachting van de goedkeuring in het Parlement werd het voorstel reeds door een aantal politieke formaties onderschreven en zullen een aantal bepalingen ervan op vrijwillige basis toegepast worden in de Vlaamse kieskring bij de Europese verkiezingen.

II. — COMMENTAAR BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 1

Dit artikel bepaalt een aantal begrippen.

In de eerste plaats wordt een omschrijving gegeven van het begrip « politieke partij ».

De belangrijkste elementen zijn :

- 1° een vereniging van natuurlijke personen al dan niet met rechtspersoonlijkheid;
- 2° de deelname aan door de grondwet en de wet voorgeschreven verkiezingen;
- 3° het beïnvloeden van de volkswil binnen de grenzen van de grondwet, de wet, het decreet en de ordonnantie;
- 4° de drie voorgaande punten veronderstellen vanzelfsprekend een zekere duurzaamheid in bestaan en werking.

Ook worden de ontvangsten van een politieke partij omschreven.

Deze ontvangsten bevatten onder andere :

- de toelage die op grond van hoofdstuk III van deze wet wordt toegekend;

— les dons que les ASBL fiscales transmettent au parti politique qu'elles soutiennent financièrement;

— les dons qui ne sont pas fiscalement déductibles, ainsi que les donations faites entre vifs ou par testament;

— toutes les recettes provenant du patrimoine mobilier ou immobilier du parti;

— l'ensemble des cotisations des membres, y compris les cotisations d'honneur des mandataires et des anciens mandataires;

— les contributions des groupes de la Chambre des représentants, du Sénat et des Conseils qui sont transmises au parti politique qu'ils représentent. Les règlements de la Chambre, du Sénat et des Conseils prévoiront expressément que cette pratique est autorisée;

— les recettes provenant de manifestations et de publications ainsi que les recettes de publicité;

— les contributions versées par les composantes du parti, à savoir ses sections territoriales.

Cette énumération n'est limitative ni en ce qui concerne les recettes ni en ce qui concerne les dépenses du parti politique, ainsi qu'en témoigne l'adjonction du poste « prestations diverses et divers ».

La Commission de contrôle est présidée par les présidents de la Chambre des Représentants et du Sénat. Elle est composée paritairement de membres de la Chambre et du Sénat conformément aux règlements internes de ces assemblées législatives.

Art. 2

Cet article fixe les montants maximums que les partis politiques peuvent dépenser pour leur campagne électorale en vue des élections législatives et provinciales.

Chaque parti peut donc consacrer un montant total maximum de 50 millions de francs à ses campagnes nationales, c'est-à-dire au niveau de l'Etat, et à ses campagnes dans les arrondissements.

Les dépenses afférentes aux campagnes individuelles des candidats sont elles aussi limitées, tant pour les élections législatives que provinciales. Le système proposé de fixation du montant maximum autorisé tient compte du nombre de mandataires sortants par parti et par circonscription électorale et de l'importance de la circonscription électorale.

Les montants fixés par cet article sont adaptés aux variations des coûts de production des médias publicitaires utilisés (audiovisuel, imprimerie, presse, affichage) selon une formule déterminée par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

— giften die door de fiscale VZW's worden overgemaakt aan de politieke partij aan wie zij financiële steun verlenen;

— de giften die niet fiscaal aftrekbaar zijn evenals de schenkingen onder levenden of bij testament;

— al de opbrengsten uit het roerend of onroerend vermogen van de partij;

— het totaal bedrag van de lidgelden, deze omvatten ook de erebijdragen van mandatarissen en gewezen mandatarissen;

— de inkomsten vanwege de fracties van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Senaat en de Raden die overgemaakt worden aan de politieke partij die zij vertegenwoordigen. De reglementen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Senaat en de Raden zullen uitdrukkelijk voorzien dat deze transferten toegelaten zijn;

— de opbrengsten uit manifestaties, publicaties of publiciteit;

— de bijdragen door de geledingen. Dit zijn de territoriaal gestructureerde afdelingen van een politieke partij.

Zowel voor de ontvangsten als voor de uitgaven van de politieke partij is de opsomming niet limitatief. Dit blijkt uit de toevoeging van de post diverse prestaties en diversen.

De Controlecommissie wordt voorgezeten door de Voorzitters van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat. Zij wordt paritair samengesteld uit leden van de Kamer en de Senaat volgens de interne regels van deze wetgevende vergaderingen.

Art. 2

Dit artikel bepaalt de toegelaten maximumbedragen die politieke partijen bij wetgevende en provincieraadsverkiezingen voor hun verkiezingscampagne mogen uitgeven.

Elke partij mag aldus voor haar nationale, dit wil zeggen centraal opgezette, en arrondissementele campagnes samen maximum een bedrag van 50 miljoen frank besteden.

De individuele campagnes van kandidaten worden eveneens financieel beperkt en dit zowel voor de wetgevende als voor de provincieraadsverkiezingen. Het voorgestelde systeem tot bepaling van het toegelaten maximumbedrag houdt rekening met het aantal uittredende mandatarissen per partij en per kiesomschrijving en met de omvang van de kiesomschrijving.

De bedragen bepaald in dit artikel worden aangepast aan de schommelingen van de kostprijzen van de gebruikte publicitaire technieken (audio-visuele sector, drukwerken, pers, affichage,...) volgens een formule bepaald bij een in ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Art. 4 et 5

Ces articles précisent ce qu'il faut entendre par dépenses de propagande.

Celles-ci comprennent non seulement les dépenses faites par les partis et les candidats, mais aussi les dépenses faites par des tiers au profit de partis et de candidats.

Toutes les dépenses sont prises en compte au prix commercial réel. Les tarifs de faveur ne sont donc pas acceptés comme prix réels.

Seuls sont exclus de cette disposition, les efforts désintéressés et non rémunérés des militants.

Certaines formes de campagne font également l'objet de mesures de restriction ou d'interdiction.

Par le biais de l'article 5, § 3, le législateur entend édicter des règles générales concernant l'affichage sauvage et l'organisation de caravanes de voitures, règles qui, comme c'est le cas actuellement, peuvent être précisées par des règlements de police communaux.

Art. 6

Un contrôle simple est prévu. Les partis s'engagent à signer, lorsqu'ils demandent un numéro de liste, une déclaration écrite, relative à l'obligation de déclarer leurs dépenses électorales. Cette obligation s'applique aux partis comme aux candidats.

Art. 7, 8 et 9

Ces articles organisent la procédure de contrôle par les présidents des bureaux principaux et la Commission de contrôle.

Art. 10 et 11

Ces articles fixent les sanctions et les peines applicables aux candidats et aux partis qui enfreignent les restrictions et les interdictions.

Art. 12

Une dotation est octroyée par la Chambre et le Sénat à chaque parti politique qui est représenté au Parlement par au moins un député et un sénateur élu directement.

Art. 13

La dotation annuelle totale allouée à chaque parti est la somme de deux montants :

Art. 4 en 5

Deze artikelen geven een omschrijving van wat als propaganda-uitgaven moet worden beschouwd.

Zij bevat niet enkel de uitgaven gedaan door partijen en kandidaten zelf maar ook uitgaven gedaan door derden ten voordele van partijen en kandidaten.

Alle uitgaven worden verrekend tegen de werkelijke commerciële prijzen. Gunsttarieven worden met andere woorden niet als werkelijke kostprijs aanvaard.

Alleen de onbaatzuchtige onbezoldigde inspanningen van militanten worden hiervan uitgesloten.

Tevens worden ten aanzien van bepaalde vormen van campagne beperkingen of verbodsbepalingen ingevoerd.

Met art. 5, § 3 wenst de wetgever algemeen geldende regels inzake het wildplakken en het organiseren van autokaravanen uit te vaardigen, die zoals heden verder kunnen gereguleerd worden via gemeentelijk politiereglement.

Art. 6

Er is voorzien in een eenvoudige controle. De partijen verbinden zich er toe bij het aanvragen van het lijstnummer een geschreven verklaring te ondertekenen betreffende de verplichting tot aangifte van hun verkiezingsuitgaven. Deze verbintenis slaat op de partij zelf en op de kandidaten.

Art. 7, 8 en 9

Deze artikelen regelen de controleprocedure door de voorzitters van de hoofdbureaus en de Controlecommissie.

Art. 10 en 11

Deze artikelen bepalen de sancties en straffen voor kandidaten en partijen die de beperkingen en de verbodsbepalingen overtreden.

Art. 12

Aan elke politieke partij die door ten minste één volksvertegenwoordiger en één rechtstreeks verkozen senator vertegenwoordigd is in het Parlement wordt een dotatie verleend door de Kamer en de Senaat.

Art. 13

De totale jaarlijkse dotatie voor elke partij is de som van twee bedragen :

1° un montant forfaitaire de trois millions de francs;
2° un montant supplémentaire de dix francs par vote valablement émis sur les listes reconnues par les partis politiques lors des dernières élections en vue du renouvellement de la Chambre et lors des dernières élections en vue du renouvellement intégral du Sénat.

Les votes valablement émis sont calculés en additionnant les chiffres électoraux obtenus par le parti politique, dans les différents arrondissements électoraux, sur les listes reconnues par lui.

Art. 14

L'indication du sigle protégé ou du numéro d'ordre commun est présumée emporter la reconnaissance des listes, conformément à l'article 115bis du Code électoral.

Art. 16

Les crédits qui doivent être alloués pour le financement des partis sont inscrits au budget des Dotations pour la Chambre et le Sénat.

Ils sont la somme :

- 1° des économies réalisées sur les dépenses des cabinets ministériels;
- 2° des plus-values de recettes découlant, pour l'Etat, de la réduction des libéralités fiscalement déductibles faites aux ASBL qui soutiennent les partis politiques;
- 3° des prélèvements opérés sur les réserves financières de la Chambre et du Sénat.

Art. 17

Les dotations sont calculées sur la base des données disponibles aux 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre de chaque année, l'indice du mois précédent étant appliqué.

Si les élections ont lieu à une de ces dates, les dotations sont calculées sur la base des résultats de ces élections.

Art. 18

La dotation doit faire l'objet d'une demande écrite adressée aux présidents de la Chambre et du Sénat.

Art. 19

La dotation allouée par le Parlement est versée à une ASBL désignée par le parti politique.

Le Roi agréé, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, une seule institution par parti politique.

1° een forfaitair bedrag van drie miljoen frank;
2° een aanvullend bedrag van tien frank per geldig uitgebrachte stem op de lijsten erkend door de politieke partij bij de laatste verkiezing tot vernieuwing van de Kamer en de laatste verkiezing tot gehele vernieuwing van de Senaat.

De berekening van de geldig uitgebrachte stemmen gebeurt door de optelling van de stemcijfers, door de politieke partij behaald in de onderscheiden kiesarrondissementen, op de door haar erkende lijsten.

Art. 14

Voor de erkenning van de lijsten wordt het vermoeden ingesteld dat de erkenning gebeurt door het vermelden van het beschermd letterwoord of van het gemeenschappelijk volgnummer, zoals bepaald in artikel 115bis van het Kieswetboek.

Art. 16

De kredieten die voor de partijfinanciering dienen uitgetrokken te worden, worden voor de Kamer en de Senaat ingeschreven op de begroting der Dotaties.

Zij zijn de som van :

- 1° de besparingen uitgevoerd op de ministeriële kabinetten,
- 2° de meeropbrengst voor het Rijk door het verminderen van de fiscaal aftrekbare giften aan VZW's die de politieke partijen steunen,
- 3° de tussenkomst uit de financiële reserves van Kamer en Senaat.

Art. 17

De berekening van de dotaties gebeurt op basis van de gegevens bekend op 1 januari, 1 april, 1 juli en 1 oktober van elk jaar. Het indexcijfer van de voorafgaande maand wordt toegepast.

Indien de verkiezingen op één van deze data gehouden worden, dan gelden deze resultaten voor het berekenen van de dotatie.

Art. 18

De dotatie dient schriftelijk aangevraagd te worden bij de Voorzitters van Kamer en Senaat.

Art. 19

De dotatie, door het Parlement toegekend, wordt gestort aan een VZW aangeduid door de politieke partij.

Per politieke partij wordt er één instelling erkend door de Koning bijeen in ministerraad overlegd besluit.

Le Roi fixe, également par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités d'enregistrement et de clôture des comptes et recettes de cette institution, de manière à uniformiser l'établissement du rapport financier visé à l'article 20.

Art. 20

Le rapport financier est établi par un réviseur d'entreprises désigné par le conseil d'administration de l'ASBL. Conformément aux dispositions de la loi du 22 juillet 1953, ce réviseur d'entreprises doit être membre de l'Institut des réviseurs d'entreprises. Le rapport financier doit non seulement comprendre les comptes de recettes et de dépenses de l'ASBL, mais aussi comporter un relevé complet des recettes et des dépenses du parti politique concerné.

Art. 21

Cet article détermine la procédure à suivre pour le dépôt et l'examen du rapport financier.

Les modalités de la procédure, du contrôle et de l'audition des intéressés seront fixées dans le règlement d'ordre intérieur, qui sera publié au *Moniteur belge*.

Art. 22

Le non-respect de l'obligation de déposer un rapport financier, le dépôt tardif de ce rapport ou le défaut d'approbation de celui-ci par la Commission de contrôle entraînent une double sanction :

1° la perte de la dotation qui aurait été allouée au parti politique concerné pendant les quatre trimestres suivants en vertu de la présente loi;

2° la perte de l'agrément en tant qu'institution au sens de l'article 71, § 1^{er}, 4°, i du Code des impôts sur les revenus, au cours de l'exercice d'imposition suivant. Cette dernière sanction implique la perte de la déductibilité fiscale des libéralités faites aux ASBL fiscales.

Art. 24

Le montant fiscalement déductible est ramené de deux millions de francs à trois cent cinquante mille francs.

Il s'agit d'une des mesures de compensation devant permettre le financement des dotations aux partis politiques, qui sont prévues au chapitre III de la présente proposition de loi.

Cet article règle également le dépôt des informations concernant le montant total des libéralités faites aux ASBL fiscales.

De Koning bepaalt eveneens bij een in minister-raad overlegd besluit de modaliteiten van de registratie en het afsluiten van de rekeningen en ontvangsten van deze instelling om op een eenvormige wijze het financieel verslag, zoals bepaald in artikel 20, te kunnen opstellen.

Art. 20

Het financieel verslag wordt uitgebracht door een bedrijfsrevisor aangeduid door de raad van beheer van de VZW. Deze bedrijfsrevisor dient overeenkomstig de bepalingen van de wet van 22 juli 1953 lid van het Instituut der bedrijfsrevisoren te zijn. Het financieel verslag omvat niet alleen de rekeningen van ontvangsten en uitgaven van de VZW. Het verslag dient ook een volledige weergave van de ontvangsten en uitgaven van de betrokken politieke partij te bevatten.

Art. 21

Dit artikel geeft de procedure weer van indiening en behandeling van het financieel verslag.

De procedure, de controle en het horen van de betrokkenen worden geregeld in het huishoudelijk reglement dat zal gepubliceerd worden in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 22

Het niet naleven van de verplichting om een financieel verslag in te dienen, het laattijdig indienen of het niet goedkeuren van het verslag door de Controlecommissie heeft een dubbele sanctie tot gevolg :

1° het verlies van de dotatie die krachtens deze wet zou toegekend worden aan de betrokken politieke partij gedurende de vier volgende kwartalen;

2° het verlies van de erkenning gedurende het volgend aanslagjaar als instelling bedoeld in artikel 71, § 1, 4°, i van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen. Deze laatste sanctie houdt het verlies in van de fiscale aftrekbaarheid van giften ten gunste van de fiscale VZW's.

Art. 24

Het bedrag dat in aanmerking komt voor de fiscale aftrekbaarheid wordt verminderd van twee miljoen frank tot driehonderd vijftig duizend frank.

Het is een van de compensatie-maatregelen tot financiering van de dotaties aan de politieke partijen bepaald in hoofdstuk III van dit wetsvoorstel.

Ook het neerleggen van de gegevens betreffende het totale bedrag van de giften toegekend aan fiscale VZW's wordt hier geregeld.

Art. 26

L'entrée en vigueur de la loi est fixée au 1^{er} janvier 1989.

Le montant de la dotation versée pour le troisième trimestre 1989 comprendra les dotations des deux premiers trimestres de l'année 1989.

PROPOSITION DE LOI

CHAPITRE I^{er}

Dispositions générales

Article 1^{er}

Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par :

1° parti politique : l'association de personnes physiques au niveau d'une communauté ou d'une région, dotée ou non de la personnalité juridique, qui participe aux élections prévues par la Constitution et par la loi et qui, dans les limites de la Constitution, de la loi, du décret et de l'ordonnance, tente d'influencer l'expression de la volonté populaire de la manière définie dans ses statuts ou son programme;

2° recettes d'un parti politique :

— les dotations accordées en vertu du chapitre III de la présente loi;

— les montants versés par les institutions visées à l'article 71 du Code des impôts sur les revenus;

— les dons, donations ou legs;

— les contributions des groupes de la Chambre des Représentants, du Sénat ou des Conseils;

— les cotisations des membres;

— les recettes provenant du patrimoine mobilier ou immobilier;

— les recettes provenant de manifestations et de publications ainsi que des recettes de publicité;

— les contributions versées par les composantes du parti;

— les prestations diverses ayant une valeur pécuniaire ou pouvant être exprimées en valeur pécuniaire;

3° dépenses d'un parti politique :

— les dépenses de personnel;

Art. 26

De inwerkingtreding wordt bepaald op 1 januari 1989.

Het bedrag van de dotatie uitgekeerd voor het derde trimester van 1989 bevat de dotatie van de eerste twee trimesters van het jaar 1989.

L. DHOORE
Cl. EERDEKENS
F. VANDENBROUCKE
L. MICHEL
Ph. CHARLIER
J. GABRIELS
G. CLERFAYT

WETSVOORSTEL

HOOFDSTUK I

Algemene bepalingen

Artikel 1

Voor de toepassing van deze wet moet worden verstaan onder :

1° politieke partij : de vereniging van natuurlijke personen op het niveau van een gemeenschap of een gewest, al dan niet met rechtspersoonlijkheid, die aan door de grondwet en de wet bepaalde verkiezingen deelneemt en die, binnen de grenzen van de grondwet, de wet, het decreet en de ordonnantie, de totstandkoming van de volkswil beoogt te beïnvloeden op de wijze bepaald in haar statuten of haar programma;

2° de ontvangsten van een politieke partij :

— de dotaties toegekend krachtens hoofdstuk III van deze wet;

— de bedragen overgemaakt door de instellingen zoals bepaald in artikel 71 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen;

— de giften, de schenkingen of de legaten;

— de bijdragen door de fracties in de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Senaat of de Raden;

— de lidgelden;

— de opbrengsten uit het roerend of onroerend vermogen;

— de opbrengsten uit manifestaties, publicaties of publiciteit;

— de bijdragen door de geledingen van de partij;

— de diverse prestaties die een geldelijke waarde hebben of in een geldelijke waarde kunnen worden uitgedrukt;

3° de uitgaven van een politieke partij :

— de personeelsuitgaven;

- les frais de fonctionnement;
- les publications;
- les dotations accordées aux composantes du parti;

- les dépenses électorales;
- les dépenses afférentes aux bâtiments;
- d'autres dépenses diverses;

4° Commission de contrôle : une commission composée paritairement de membres de la Chambre des Représentants et de membres du Sénat, présidée par les présidents de la Chambre des Représentants et du Sénat.

CHAPITRE II

*La limitation et le contrôle
des dépenses électorales pour
les élections législatives et provinciales*

Art. 2

§ 1^{er}. Le total des dépenses et des engagements financiers afférents à la propagande électorale des partis politiques aux niveaux de l'Etat et des arrondissements ne peut excéder 50 millions de francs en ce qui concerne les élections législatives et provinciales.

§ 2. Le total des dépenses et des engagements financiers afférents à la propagande électorale en faveur de candidats déterminés ne peut excéder, en ce qui concerne les élections législatives :

1° pour chacun des candidats placés en tête de liste conformément au nombre de mandats obtenus par leur liste lors des dernières élections et pour un candidat effectif supplémentaire, à désigner par le parti politique : 500 000 francs, majorés de 2 francs par électeur inscrit dans l'arrondissement électoral où le candidat se présente;

2° pour chaque autre candidat effectif et le candidat premier suppléant : 200 000 francs;

3° pour chaque autre candidat suppléant : 50 000 francs.

§ 3. Le total des dépenses et des engagements financiers afférents à la propagande électorale en faveur de candidats déterminés ne peut excéder, en ce qui concerne les élections provinciales :

1° pour chacun des candidats placés en tête de liste conformément au nombre de mandats obtenus par leur liste lors des dernières élections et pour un candidat effectif supplémentaire, à désigner par le parti politique : 125 000 francs, majorés de 2 francs par électeur inscrit dans la circonscription électorale où le candidat se présente;

2° pour chaque autre candidat : 50 000 francs.

§ 4. Les montants fixés aux paragraphes 1^{er} à 3 sont adaptés aux variations des coûts de production

- de werkingskosten;
- de publicaties;
- de dotaties aan de geledingen van de partij;

- de uitgaven voor de verkiezingspropaganda;
- de uitgaven voor gebouwen;
- diversen;

4° de Controlecommissie : een commissie paritair samengesteld uit leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat, onder voorzitterschap van de Voorzitters van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat.

HOOFDSTUK II

*De beperking en de controle
van de verkiezingsuitgaven voor
de wetgevende en de provincieraadsverkiezingen*

Art. 2

§ 1. Het totaal van de uitgaven en de financiële verbintenissen voor de verkiezingspropaganda van politieke partijen op nationaal en arrondissementeel vlak mag voor de verkiezingen voor de Senaat, de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de provincieraaden samen niet meer dan vijftig miljoen frank bedragen.

§ 2. Het totaal van de uitgaven en de financiële verbintenissen voor de verkiezingspropaganda van individuele kandidaten mag voor de verkiezingen voor de Senaat en de Kamer van Volksvertegenwoordigers niet meer bedragen dan :

1° voor elk van de eerstgeplaatste kandidaten overeenkomstig het aantal mandaten behaald door hun lijst bij de laatste verkiezing en voor één bijkomende, door de politieke partij aan te duiden effectieve kandidaat : 500 000 fr. vermeerderd met 2 fr. per ingeschreven kiezer in het kiesarrondissement waar de kandidaat kandideert;

2° voor elke andere effectieve kandidaat en de kandidaat-eerste-opvolger : 200 000 fr.;

3° voor elke andere kandidaat-opvolger : 50 000 fr.

§ 3. Het totaal van de uitgaven en de financiële verbintenissen voor de verkiezingspropaganda van individuele kandidaten mag voor de provincieraadsverkiezingen niet meer bedragen dan :

1° voor elk van de eerstgeplaatste kandidaten overeenkomstig het aantal mandaten behaald door hun lijst bij de laatste verkiezing en voor één bijkomende, door de politieke partij aan te duiden kandidaat : 125 000 fr. vermeerderd met 2 fr. per ingeschreven kiezer in het kiesdistrict waar de kandidaat kandideert;

2° voor elke andere kandidaat : 50 000 fr.

§ 4. De bedragen bepaald in de paragrafen 1 tot 3 worden aangepast aan de schommelingen van de

des médias publicitaires utilisés lors des campagnes électorales selon une formule déterminée par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Art. 3

Le Ministre de l'Intérieur communique, au plus tard vingt jours avant les élections, les montants maximums calculés conformément aux dispositions de l'article 2, § 2, 1° et § 3, 1°, que les candidats peuvent dépenser.

Art. 4

§ 1^{er}. Sont considérées comme dépenses de propagande électorale pour l'application de la présente loi, toutes les dépenses et tous les engagements financiers afférents à des messages verbaux, écrits, sonores et visuels, destinés à influencer favorablement le résultat d'un parti politique et de ses candidats et émis dans les six mois précédant les élections, organisées en application de l'article 105 du Code électoral ou à dater de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté royal portant dissolution en application de l'article 106 du même Code.

§ 2. Ne sont pas considérées comme dépenses électorales :

1° la prestation de services personnels non rémunérés ainsi que l'utilisation d'un véhicule personnel;

2° la publication dans un quotidien d'articles de fond, à condition que cette publication s'effectue de la même manière et selon les mêmes règles qu'en dehors de la période électorale, sans paiement, rétribution ni promesse de paiement ou de rétribution, qu'il ne s'agisse pas d'un quotidien créé pour ou en vue des élections et que la diffusion et la fréquence de la publication soient les mêmes qu'en dehors de la période électorale;

3° la diffusion à la radio ou à la télévision de programmes comportant des avis ou des commentaires, à la condition que ces émissions s'effectuent de la même manière et selon les mêmes règles qu'en dehors de périodes électorales, sans paiement, rétribution ni promesse de paiement ou de rétribution;

4° la diffusion à la radio ou à la télévision d'une émission électorale ou d'une série d'émissions électorales, à la condition que des représentants des partis visés à l'article 1^{er} puissent prendre part à ces émissions;

5° la diffusion à la radio ou à la télévision d'émissions électorales, à la condition que leur nombre et leur durée soient déterminés en fonction du nombre

productiekosten van de bij de verkiezingen gebruikte publicitaire technieken. Deze aanpassing wordt vastgesteld bij een in ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Art. 3

De Minister van Binnenlandse Zaken maakt ten laatste de twintigste dag voor de verkiezingen de toegelaten maximumbedragen die door de individuele kandidaten mogen uitgegeven worden bekend, berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 2, § 2, 1° en § 3, 1°.

Art. 4

§ 1. Voor de toepassing van deze wet worden als uitgaven voor verkiezingspropaganda beschouwd, alle uitgaven en financiële verbintenissen voor mondelinge, schriftelijke, auditieve en visuele boodschappen die erop gericht zijn het resultaat van een politieke partij en haar kandidaten gunstig te beïnvloeden en die verricht worden tijdens een periode van zes maanden vóór de verkiezingen georganiseerd in toepassing van artikel 105 van het Kieswetboek of tijdens de periode die aanvangt op de dag van de publicatie van het ontbindingsbesluit in het *Belgisch Staatsblad* bij toepassing van artikel 106 van het Kieswetboek.

§ 2. Als verkiezingsuitgaven worden niet beschouwd :

1° het verlenen van persoonlijke, niet daartoe bezoldigde diensten evenals het gebruik van een persoonlijk voertuig;

2° de publicatie in een dagblad van redactionele artikels op voorwaarde dat die publicatie op dezelfde wijze en volgens dezelfde regels geschiedt als buiten de verkiezingsperiode, zonder betaling, beloning of belofte van betaling of beloning en dat het niet gaat om een dagblad, in het leven geroepen ten behoeve van of met het oog op de verkiezingen en dat de verspreiding en de frequentie van de publicatie niet anders verloopt dan buiten de verkiezingsperiode;

3° de uitzending over de radio of de televisie van programma's met berichten of commentaren, op voorwaarde dat die uitzendingen op dezelfde wijze én volgens dezelfde regels geschieden als buiten de verkiezingsperiode, zonder betaling, beloning of belofte van betaling of beloning;

4° de uitzending of reeks van uitzendingen over de radio of de televisie van verkiezingsprogramma's op voorwaarde dat aan die uitzendingen kan worden deelgenomen door vertegenwoordigers van partijen, bedoeld in artikel 1;

5° de uitzending over de radio of de televisie van verkiezingsprogramma's op voorwaarde dat het aantal en de zendtijd wordt bepaald in overeenstemming

de représentants des partis politiques à la Chambre des Représentants.

§ 3. Les dépenses et engagements financiers afférents à des biens, des fournitures et des services relevant de l'application du § 1^{er}, doivent être imputés aux prix du marché.

Art. 5

§ 1^{er}. Dans les quarante jours précédant la date des élections, les partis politiques et les candidats ainsi que les tiers qui souhaitent faire de la propagande pour des partis politiques ou des candidats :

1° peuvent utiliser un maximum de cinq cents panneaux ou affiches publicitaires d'une surface de 20 m² ou plus;

2° ne peuvent distribuer de cadeaux ou de gadgets.

§ 2. Au cours de la même période, le tarif postal réduit pour les imprimés électoraux ne peut être accordé que pour deux expéditions au maximum pour la propagande électorale des partis politiques et pour une expédition pour chaque candidat.

La même limitation s'applique à la distribution de tracts électoraux.

§ 3. Pour cette même période, le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les règles générales régissant l'apposition d'affiches électorales et l'organisation de caravanes motorisées.

Art. 6

§ 1^{er}. Lorsqu'ils font la demande d'un numéro de liste, les partis politiques déposent une déclaration écrite mentionnant l'obligation de déclarer leurs dépenses électorales.

Cette déclaration est établie sur un formulaire spécifique et est signée par les demandeurs.

§ 2. Les listes de candidats ne peuvent être acceptées par les présidents des bureaux principaux qu'après réception d'une déclaration écrite rédigée sur un formulaire spécifique et signée par tous les candidats et le cas échéant par tous les candidats suppléants, qui s'engagent en l'occurrence à respecter les dispositions de l'article 2, §§ 2 et 3 et à déclarer leurs dépenses électorales dans les trente jours qui suivent la date des élections.

Art. 7

Les présidents des bureaux principaux établissent un rapport complet sur les dépenses électorales engagées par les candidats et par les partis politiques.

Pour l'établissement de leur rapport, les présidents peuvent demander toutes les informations et tous les compléments d'information nécessaires.

met het aantal vertegenwoordigers van de politieke partijen in de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

§ 3. De uitgaven en financiële verbintenissen voor goederen, leveringen en diensten die onder toepassing van § 1 vallen moeten verrekend worden aan de geldende marktprijzen.

Art. 5

§ 1. In de periode van veertig dagen voorafgaand aan de datum van de verkiezingen mogen politieke partijen en kandidaten, evenals derden die propaganda wensen te maken voor politieke partijen of kandidaten :

1° gebruik maken van maximum vijfhonderd publiciteitspanelen en affiches van 20 m² of groter;

2° geen geschenken of gadgets verspreiden.

§ 2. In dezelfde periode wordt het verminderd posttarief voor verkiezingsdrukwerk beperkt tot maximum twee zendingen voor verkiezingspropaganda per politieke partij en tot één zending voor elk van de individuele kandidaten.

Een zelfde beperking geldt voor het verspreiden van verkiezingsfolders.

§ 3. Voor dezelfde periode bepaalt de Koning, bij een in ministerraad overlegd besluit de algemene regels inzake de modaliteiten betreffende het aanbrengen van verkiezingsaffiches en het organiseren van gemotoriseerde optochten.

Art. 6

§ 1. Bij het aanvragen van een lijstnummer leggen de politieke partijen een schriftelijke verklaring neer houdende de verplichting tot aangifte van hun verkiezingsuitgaven.

Deze verklaring is gesteld op een daartoe bestemd formulier en wordt ondertekend door de aanvragers.

§ 2. De kandidatenlijsten kunnen door de voorzitters van de hoofdbureaus slechts aanvaard worden na ontvangst van een schriftelijke verklaring, gesteld op een daartoe bestemd formulier en ondertekend door alle kandidaten en in voorkomend geval door alle kandidaat-opvolgers, waarbij zij verklaren de bepalingen van artikel 2, §§ 2 en 3 na te leven en binnen de 30 dagen na datum van de verkiezingen aangifte te zullen doen van hun verkiezingsuitgaven.

Art. 7

De voorzitters van de hoofdbureaus maken een volledig verslag op van de uitgaven die voor de verkiezingspropaganda gedaan worden door de kandidaten en door de politieke partijen.

Bij het opmaken van hun verslag kunnen de voorzitters alle nadere aanvullingen en inlichtingen opvragen die daartoe noodzakelijk zijn.

Art. 8

Les rapports doivent être établis en quatre exemplaires dans les soixante jours de la date des élections. Deux exemplaires sont conservés par le président du bureau principal et les deux autres sont remis aux présidents de la Commission de contrôle. Le rapport est établi sur des formulaires ad hoc fournis par le Ministre de l'Intérieur.

A partir du soixantième jour suivant les élections, un exemplaire du rapport est déposé pendant quinze jours au greffe du tribunal de première instance ou de la justice de paix où il peut être consulté par tous les électeurs de la circonscription électorale concernée, sur présentation de leur convocation au scrutin.

Les rapports et les remarques formulées par les candidats et les électeurs sont ensuite transmis par les présidents à la Commission de contrôle.

Art. 9

§ 1^{er}. Après examen des rapports et des remarques faites, la Commission de contrôle statue contradictoirement, au plus tard nonante jours après la réception de tous les rapports, sur l'exactitude et l'exhaustivité de chaque rapport.

§ 2. Le rapport final de la Commission de contrôle mentionne :

1° par circonscription électorale, le montant total des dépenses électorales engagées pour chaque liste et pour tous les candidats qui ont participé auxdites élections;

2° toute infraction aux dispositions des articles 2 et 5.

§ 3. Les présidents de la Chambre des Représentants et du Sénat transmettent sans délai le rapport final de la Commission de contrôle aux services du *Moniteur belge*, qui le publie dans les annexes du *Moniteur belge* dans les trente jours de la réception.

Art. 10

En cas d'infraction aux dispositions prohibitives de l'article 5 et en cas de dépassement du montant maximum autorisé, fixé à l'article 2, § 1^{er}, le parti politique concerné perd, pendant les quatre trimestres suivants, le droit à la dotation prévu à l'article 12.

Art. 11

§ 1^{er}. Est puni des peines prévues à l'article 181 du Code électoral, quiconque aura fait des dépenses ou

Art. 8

De verslagen moeten binnen de zestig dagen na de datum van de verkiezingen in vier exemplaren opge maakt worden. Twee exemplaren worden bij de Voorzitter van het hoofdbureau gehouden en twee exemplaren worden bij de voorzitters van de Controlecommissie neergelegd. Het verslag wordt opgesteld op daartoe bestemde formulieren die door het Ministerie van Binnenlandse Zaken ter beschikking worden gesteld.

Een exemplaar van het verslag wordt vanaf de zestigste dag na de verkiezingen ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg of van het vredegerecht gedurende vijftien dagen ter inzage gelegd van alle kiesgerechtigden van de betrokken kiesomschrijving, op vertoon van hun oproepingsbrief voor de verkiezingen.

De verslagen en de opmerkingen geformuleerd door kandidaten en kiesgerechtigden worden vervolgens door de voorzitters aan de Controlecommissie gezonden.

Art. 9

§ 1. Na onderzoek van de verslagen en van de ingediende opmerkingen, zal de Controlecommissie op tegenspraak en ten laatste negentig dagen na het ontvangen van alle verslagen uitspraak doen over de juistheid en volledigheid van elk verslag.

§ 2. Het eindverslag van de Controlecommissie vermeldt :

1° per kiesomschrijving, het totaal bedrag van de verkiezingsuitgaven ten voordele van elke lijst en van alle kandidaten, die aan de bedoelde verkiezingen deelnamen;

2° elke overtreding van de bepalingen van de artikelen 2 en 5.

§ 3. Het eindverslag van de Controlecommissie wordt door de voorzitters van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat onverwijld aan de diensten van het *Belgisch Staatsblad* toegezonden welke het binnen de dertig dagen na ontvangst in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad* publiceren.

Art. 10

Bij het overtreden van de verbodsbepalingen, vermeld in artikel 5 en bij overschrijding van het toegelaten maximumbedrag vermeld in artikel 2, § 1 verbeurt de betrokken politieke partij gedurende de vier volgende kwartalen het recht op dotatie zoals bepaald in artikel 12.

Art. 11

§ 1. Met de straffen opgelegd bij artikel 181 van het Kieswetboek wordt gestraft eenieder die uitgaven

pris des engagements en matière de propagande électorale sans en aviser le président du bureau principal concerné. Les mêmes peines sont infligées en cas de dépassement des montants maximums prévus à l'article 2, §§ 2 et 3.

§ 2. Toute infraction au Code pénal commise dans le cadre de l'exécution de la présente loi, n'est passible de poursuites que sur plainte de la Commission de contrôle.

CHAPITRE III

Financement des partis politiques

Art. 12

La Chambre des Représentants et le Sénat, chacun en ce qui le concerne, accordent, pour chaque parti politique qui est représenté dans les deux Assemblées par au moins un parlementaire élu directement, une dotation à l'institution définie à l'article 19. Cette dotation est fixée et allouée conformément aux articles suivants.

Art. 13

La dotation annuelle allouée à chaque parti politique qui satisfait aux conditions de l'article 12, est composée des montants suivants :

- 1° un montant forfaitaire de trois millions de francs;
- 2° un montant supplémentaire de dix francs par vote valable, qu'il s'agisse d'un vote de liste ou d'un vote nominatif, émis sur les listes de candidats reconnues par le parti politique lors des dernières élections législatives en vue du renouvellement intégral de la Chambre des Représentants et du Sénat.

Art. 14

L'indication du sigle protégé ou du numéro d'ordre commun emporte la reconnaissance des listes de candidats conformément aux dispositions de l'article 115bis du Code électoral.

Art. 15

Le montant mentionné à l'article 13, 1°, est adapté en fonction des variations de l'indice des prix à la consommation. L'indice de base est celui du mois au cours duquel la présente loi entre en vigueur.

doet of verbintenissen aangaat voor de verkiezingspropaganda zonder daarvan mededeling te doen aan de betrokken voorzitter van het hoofdbureau. Hetzelfde geldt indien blijkt dat de maximum bedragen bepaald in artikel 2, §§ 2 en 3 worden overschreden.

§ 2. Elke inbreuk op de bepalingen van het Strafwetboek begaan in het kader van de toepassing van deze wet kan slechts vervolgd worden dan na klacht van de Controlecommissie.

HOOFDSTUK III

De financiering van de politieke partijen

Art. 12

Per politieke partij, welke in beide Kamers vertegenwoordigd is door ten minste één rechtstreeks verkozen parlamentslid, wordt aan de in artikel 19 bepaalde instelling een dotatie verleend door de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat, ieder wat hem betreft. Deze dotatie wordt vastgesteld en uitgekeerd overeenkomstig de hierna volgende artikelen.

Art. 13

De totale jaarlijkse dotatie is voor elke politieke partij, die voldoet aan de voorwaarden van artikel 12, samengesteld uit de volgende bedragen :

- 1° een forfaitair bedrag van drie miljoen frank;
- 2° een aanvullend bedrag van tien frank per geldig uitgebrachte stem, onverschillig of het een lijststem dan wel een naamstem is, op de door de politieke partij erkende kandidatenlijsten bij de laatste wetgevende verkiezingen tot de gehele vernieuwing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat.

Art. 14

De erkenning van de kandidatenlijsten geschiedt door het vermelden van het beschermd letterwoord of van het gemeenschappelijk volgnummer overeenkomstig de bepalingen van artikel 115bis van het Kieswetboek.

Art. 15

Het bedrag vermeld in artikel 13, 1° wordt aangepast aan de schommelingen van de index der consumptieprijzen. Het indexcijfer van de maand waarin deze wet in werking treedt, wordt als basis genomen.

Art. 16

Les crédits alloués respectivement à la Chambre des Représentants et au Sénat sont inscrits au budget des Dotations.

Le montant visé à l'article 13, 1^o, est réparti de manière égale entre la Chambre des Représentants et le Sénat.

Art. 17

La dotation, telle qu'elle est fixée aux articles 12, 13, 15 et 16, est calculée et versée par trimestre.

Le calcul s'effectue sur la base des données disponibles le premier jour du trimestre pour lequel la dotation est versée.

Art. 18

La dotation doit faire l'objet d'une demande trimestrielle écrite avant la fin du trimestre concerné.

Cette demande est adressée par l'institution visée à l'article 19 aux présidents de la Chambre des Représentants et du Sénat.

CHAPITRE IV

La comptabilité des partis politiques

Art. 19

Chaque parti politique satisfaisant aux conditions fixées à l'article 12 désigne l'institution constituée sous la forme d'une association sans but lucratif qui reçoit la dotation allouée en vertu du chapitre III.

Le Roi agréé par arrêté délibéré en Conseil des ministres une institution par parti politique et fixe par un même arrêté les modalités d'enregistrement et de clôture des comptes et recettes de cette institution.

Art. 20

Le conseil d'administration de l'institution visée à l'article 19 désigne un réviseur d'entreprises.

Ce réviseur établit chaque année un rapport financier sur les comptes enregistrés et clôturés de recettes et de dépenses de l'institution ainsi que sur les recettes et les dépenses du parti politique.

Art. 16

De kredieten worden voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat, ieder wat hem betreft, uitgetrokken op de begroting der Dotaties.

Het bedrag vermeld in artikel 13, 1^o wordt gelijk verdeeld over de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat.

Art. 17

De dotatie, zoals bepaald in de artikelen 12, 13, 15 en 16 wordt per kwartaal berekend en uitgekeerd.

De berekening gebeurt op basis van de gegevens van kracht op de eerste dag van het kwartaal waarvoor de dotatie wordt uitgekeerd.

Art. 18

De dotatie dient per kwartaal schriftelijk aangevraagd te worden vóór het verstrijken van het betrokken kwartaal.

De aanvraag wordt door de instelling bepaald in artikel 19 gericht aan de Voorzitters van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat.

HOOFDSTUK IV

De boekhouding van de politieke partijen

Art. 19

Elke politieke partij, die voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 12, dient een instelling, opgericht in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, aan te duiden, die de dotatie toegekend krachtens hoofdstuk III ontvangt.

De Koning erkent bij een in Ministerraad overlegd besluit één instelling per politieke partij en bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit de modaliteiten van de registratie en het afsluiten van de rekeningen en ontvangsten van deze instelling.

Art. 20

De beheerraad, van de instelling bepaald in artikel 19, wijst een bedrijfsrevisor aan.

De bedrijfsrevisor brengt jaarlijks een financieel verslag uit over de geregistreerde en afgesloten rekeningen van ontvangsten en uitgaven van de instelling evenals over de ontvangsten en uitgaven van de politieke partij.

Art. 21

Le rapport visé à l'article 20 est envoyé dans les nonante jours de la clôture des comptes au Ministre des Finances et aux présidents de la Chambre des Représentants et du Sénat.

Les présidents de la Chambre des Représentants et du Sénat transmettent sans délai le rapport financier à la Commission de contrôle.

Une fois saisie, la Commission de contrôle dispose de soixante jours pour formuler ses observations et approuver le rapport financier.

Les modalités de la procédure, du contrôle et de l'audition des intéressés sont fixées par le règlement d'ordre intérieur de la Commission de contrôle. Ce règlement est publié au *Moniteur belge*.

Le résumé du rapport financier, les observations ainsi que l'acte d'approbation sont transmis sans délai par les présidents de la Chambre des Représentants et du Sénat au Ministre des Finances et aux services du *Moniteur belge*, qui sont tenus de les publier dans les annexes du *Moniteur belge* dans les trente jours de leur réception.

Art. 22

Le défaut d'approbation du rapport financier par la Commission de contrôle, ainsi que le défaut de dépôt ou le dépôt tardif de ce rapport entraînent :

1° la perte de la dotation qui serait octroyée à l'institution visée à l'article 19 au cours des quatre trimestres suivants en vertu du chapitre III de la présente loi;

2° la perte de l'agrément en tant qu'institution visée à l'article 71, § 1^{er}, 4°, i, du Code des impôts sur les revenus durant l'exercice d'imposition suivant.

CHAPITRE V

Dispositions transitoires et dispositions finales

Art. 23

Par dérogation aux dispositions du chapitre IV, le rapport financier de l'année 1989 est examiné conjointement avec le rapport de l'année 1990.

Art. 24

§ 1^{er}. L'article 71, § 1^{er}, 4°, i, du Code des impôts sur les revenus, inséré par la loi du 1^{er} août 1985, est complété par la disposition suivante : « Chaque année, l'institution concernée dépose au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement où est établi le

Art. 21

Ten laatste negentig dagen na het afsluiten van de rekeningen wordt het in artikel 20 bepaalde verslag toegezonden aan de Minister van Financiën en aan de Voorzitters van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat.

De Voorzitters van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat overhandigen het financieel verslag onverwijld aan de Controlecommissie.

De Controlecommissie formuleert binnen de zestig dagen, nadat zij werd gevat, haar opmerkingen en keurt het financieel verslag goed.

De procedure, de controle en het horen van de betrokkenen wordt geregeld door het huishoudelijk reglement van de Controlecommissie. Dit reglement wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

De samenvatting van het financieel verslag, de opmerkingen en de goedkeuring worden onverwijld door de Voorzitters van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat toegezonden aan de Minister van Financiën en aan de Diensten van het Belgisch Staatsblad welke gehouden zijn deze binnen de dertig dagen na ontvangst in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad te publiceren.

Art. 22

Het niet goedkeuren van het financieel verslag door de Controlecommissie, het niet of het laattijdig indienen van het financieel verslag heeft het verlies tot gevolg van :

1° de dotatie die krachtens hoofdstuk III van deze wet aan de instelling bepaald in artikel 19 zou toegekend worden tijdens de vier volgende kwartalen;

2° de erkenning gedurende het volgende aanslagjaar als instelling bedoeld in artikel 71, § 1, 4°, i van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen.

HOOFDSTUK V

De overgangs- en slotbepalingen

Art. 23

In afwijking van de bepalingen van hoofdstuk IV wordt het financieel verslag van het jaar 1989 gelijktijdig met het verslag van het jaar 1990 behandeld.

Art. 24

§ 1. Artikel 71, § 1, 4°, i van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen ingevoegd door de wet van 1 augustus 1985 wordt aangevuld met de volgende bepaling : « De betrokken instelling legt jaarlijks ter inzage op de griffie van de rechtbank van eerste

siège de l'institution, aux fins de consultation, un document indiquant le montant total des libéralités reçues. »

§ 2. A l'article 71, § 2, troisième alinéa, du Code des impôts sur les revenus, modifié par la loi du 2 juillet 1981 et par la loi du 1^{er} août 1985, les mots « deux millions de » sont remplacés par les mots « trois cent cinquante mille ».

Art. 25

Le Roi est chargé de l'exécution des dispositions du chapitre II et des articles 19 et 22, 2°.

Art. 26

La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1989, à l'exception de l'article 24, qui sortira ses effets à partir de l'exercice d'imposition 1991.

Le montant de la dotation versée pour le troisième trimestre 1989 comprendra les dotations des deux premiers trimestres de l'année 1989.

30 mars 1989.

aanleg van het arrondissement waar de zetel van de instelling gevestigd is een document neer houdende weergave van het totaal bedrag van de ontvangen giften ».

§ 2. In artikel 71, § 2, derde lid van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1981 en de wet van 1 augustus 1985 worden de woorden « twee miljoen » vervangen door de woorden « driehonderd vijftig duizend ».

Art. 25

De Koning wordt belast met de uitvoering van de bepalingen van hoofdstuk II en de artikelen 19 en 22, 2°.

Art. 26

Deze wet treedt in werking op 1 januari 1989 met uitzondering van artikel 24 dat in werking treedt met ingang van het aanslagjaar 1991.

Het bedrag van de dotatie uitgekeerd voor het derde trimester van 1989 bevat de dotatie van de eerste twee trimesters van het jaar 1989.

30 maart 1989

L. DHOORE
Cl. EERDEKENS
F. VANDENBROUCKE
L. MICHEL
Ph. CHARLIER
J. GABRIELS
G. CLERFAYT